

#Five4Education

Chère Madame la ministre,

En novembre 2020, un mois après votre entrée en fonction en tant que Ministre fédérale de la Coopération au Développement, Educaid.be vous a interpellé sur l'importance de la place de l'éducation au sein de la coopération internationale en vous transmettant ses 10 recommandations (voir annexe 2). Votre réponse a été très positive, et vous n'en êtes pas restée là. En effet, vous avez invité Educaid.be à approfondir un certain nombre de thèmes. Et c'est ce que nous avons fait. Avec vos collaborateurs et de votre administration, nous avons choisi cinq thèmes que nous avons ensuite traités dans cinq webinaires. Ces webinaires ont abouti à des recommandations qui, après avoir été formulées conjointement avec les organisations participantes, vous sont présentées ci-dessous et sur lesquelles nous vous demandons de prendre position. Nous restons à votre disposition pour un échange plus approfondi et un soutien dans la mise en œuvre de votre politique.

*Au nom d'Educaid.be,
Roméo Matsas et Marije van Breda*



Entre le 28/10/2021 et le 16/12/2021, Educaid.be a organisé cinq webinaires thématiques pour une meilleure programmation de l'éducation. Pour l'organisation de ces webinaires thématiques, nous avons pu compter sur le soutien du VVOB – *education in development*, de l'APEFE, du gouvernement belge et de Plan International Belgique.

Au total, il y a eu douze intervenants de huit pays provenant de différentes organisations (voir liste en annexe 1) et 328 personnes ont participé aux webinaires. Les présentations et les enregistrements téléchargés sur le site Educaid.be après les sessions ont permis aux autres

parties intéressées de tout (re)voir et d'utiliser librement le matériel fourni. Lehashtag #Five4Education a permis de suivre et de renforcer la discussion via les médias sociaux.

Grâce à ces webinaires thématiques, Educaid.be a une fois de plus confirmé son rôle d'interlocuteur fiable dans le secteur de l'éducation et de la formation. Suite à ces cinq webinaires, nous avons le plaisir de partager ci-dessous quelques recommandations et inspirations d'experts sur des thèmes qui occupent une place importante au sein de la coopération belge.

Recommandations

Education en situation d'urgence



Entre 2015 et 2019, on estime que quelque 22.000 étudiant.e.s, enseignants.e.s et autres membres du personnel de l'éducation ont été délibérément ciblé.e.s et blessé.e.s. Globalement, sur les millions d'enfants et de jeunes qui ne vont pas à l'école, une grande partie vit dans les régions touchées par des conflits : 35% des enfants de l'enseignement primaire ; 25% des enfants de l'enseignement secondaire inférieur et 18% des jeunes de l'enseignement secondaire supérieur. Les adolescentes vivant dans des contextes de conflit et de crise courent 90% plus de risques de ne pas être scolarisées en secondaire.

Recommandations:

- 1) Soutenir l'accès à une éducation sûre et de qualité aussi pendant les conflits armés par le biais de l'aide humanitaire (indirecte et multilatérale). Outre l'accès au savoir, l'école est souvent le seul endroit où les enfants et les jeunes se sentent en sécurité et où ils peuvent mener une vie plus ou moins normale malgré la situation de conflit.
- 2) Investir dans l'enseignement à distance et soutenir les programmes scolaires non conventionnels dans les situations de crise afin que les enfants et les jeunes puissent continuer leur apprentissage.
- 3) Soutenir la mise en oeuvre de la "Safe School Déclaration" dans les pays partenaires, par le biais de financements, de dialogues bilatéraux et d'interventions dans des forums multilatéraux ; et ce à tous les niveaux : en coopération avec les différents ministères, les écoles, les communautés, les écoles de militaires, etc.
- 4) Aider les autorités dans le rapportage des attaques contre les écoles et au renforcement de la sécurité dans et autour des écoles, y compris pour les incidents de violence sexuelle et les menaces spécifiques contre les étudiantes et les enseignantes.

Formation des enseignant.e.s

Dans une école qui veut être un endroit d'apprentissage de qualité, inclusif et sûr pour tous, en particulier pour les filles et les groupes vulnérables, le rôle de l'enseignant.e et du personnel de soutien est crucial. Dans le monde, plus de 600 millions d'enfants et d'adolescents ne disposent pas des compétences de base en lecture et en calcul, alors que la majorité d'entre eux est scolarisée.

Au Niger, pays partenaire, moins d'un enfant sur dix maîtrise les compétences attendues en lecture et en calcul au terme du cycle primaire. Et cela dans le contexte d'une économie mondiale où les connaissances et l'adaptation à des compétences nouvelles jouent un rôle sans cesse croissant. Educaid.be souligne que le développement professionnel des enseignants tout au long de leur carrière est indispensable à tous les niveaux d'enseignement et dans tous les sous-secteurs. La réalisation de l'ODD4 dépend de la présence d'enseignant.e.s formé.e.s en classe.



Recommandations:

- 1) Fournir des infrastructures et du matériel pédagogique appropriés aux enseignant.e.s et aux élèves. Encourager l'utilisation d'outils d'apprentissage numériques.
- 2) Offrir aux enseignants un salaire, une reconnaissance de leurs qualifications et de leur expérience professionnelle.
- 3) Soutenir les programmes qui répondent aux critères de base
 - Encadrement des initiatives de formation dans un soutien plus large aux enseignant.e.s et assurance d'une formation continue tout au long de la carrière, notamment dans les domaines de la digitalisation, du changement climatique et de l'environnement ;
 - Accompagnement de l'enseignant.e sur son lieu de travail, c.à.d. la salle de classe ;
 - Orientation des formations vers la pratique et des situations concrètes ;
 - Focus sur l'amélioration des résultats d'apprentissage des élèves ;
 - Partir du contexte et des expériences existantes ;
 - Soutien aux enseignant.e.s via les directions d'établissement ;
 - Investissement dans du matériel pédagogique de soutien ;
 - Promotion d'un apprentissage sensible au genre et aux droits de l'enfant.

Education et éveil du jeune enfant

Les bases offertes aux enfants au cours de leurs 2.000 premiers jours ont une influence déterminante sur le reste de leur vie. Les soins qui leur sont prodigués en matière de santé périnatale, de vaccination par exemple ou les stimulations tels que l'apprentissage de la langue maternelle, le jeu et la parentalité positive, ont une influence durable sur leur bagage intellectuel et social.



Recommandations:

- 1) Faire de l'éducation et l'éveil de la petite enfance (ECE – Early Childhood Education) une priorité de l'aide à l'éducation belge, car c'est l'un des facteurs prédictifs dominants de la préparation d'un enfant à l'école, indépendamment du niveau de revenu familial ou national. Lorsque les enfants suivent l'enseignement préscolaire dès le plus jeune âge, nous en voyons les effets positifs dans les écoles primaires : moins de décrochage et moins de redoublements. Ainsi, l'efficacité du système scolaire est accrue.
- 2) Le secteur de la petite enfance se prête très bien à la lutte contre l'inégalité entre les genres et permet aux enfants de se faire une idée plus précise de la société. Le genre doit être explicitement intégré tout au long du cycle du programme. En outre, les programmes doivent veiller à ce que les jeunes mères retrouvent le chemin de l'école ou de l'emploi décent et doivent systématiquement promouvoir la participation des hommes.
- 3) Soutenir le financement international de l'éducation de la petite enfance, également dans les forums multilatéraux, en allouant au moins 10% de l'aide à l'éducation à ce sous-secteur.

La formation en alternance et à l'entrepreneuriat vers l'emploi décent

Selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), dans le monde en 2020, plus d'un jeune sur cinq âgé de 15 à 24 ans n'était ni à l'emploi, ni dans l'éducation ou en formation. Deux tiers de ce groupe est composé d'adolescentes ou de jeunes femmes. On estime par ailleurs que près d'un milliard de jeunes rejoindront le marché du travail dans la décennie qui vient.

La formation en alternance, à l'école et dans une entreprise, constitue un réel tremplin vers le travail décent car elle permet aux jeunes:



- d'acquérir des compétences (techniques, numériques, soft, entrepreneuriales...) qui correspondent aux besoins du marché et facilitent l'emploi ou l'auto-emploi;
- d'avoir connaissance de leurs droits liés au travail (contrats, assurances,...);
- d'être confrontés à des conditions de travail adéquates tout en étant encadrés grâce à des entreprises pilotes sensibilisées et préparées (sécurité, hygiène, violence, harcèlement, questions liées au genre...) etc.
- d'apprendre des "compétences non techniques" telles que le travail en équipe, la ponctualité, la sécurité pour eux-mêmes et pour les autres ;
- d'avoir accès à la formation continue ;
- de recevoir une rémunération;
- d'être mieux préparé aux nouveaux secteurs prospères, ce qui augmente leurs chances sur le marché du travail avec un profil qui correspond mieux à la demande du secteur privé.

Recommandations:

- 1) Soutenir les programmes qui encouragent l'auto-entrepreneuriat par le biais d'entreprises existantes. Il est plus efficace de coopérer avec des entreprises existantes malgré un manque de formation et de connaissances en matière de gestion. C'est pourquoi la division de la formation est importante. L'amélioration de la connaissance de l'entrepreneuriat ne sera couronnée de succès que si l'on considère non seulement les changements pour l'entreprise elle-même (croissance du chiffre d'affaires, création d'emplois réels, bonnes pratiques environnementales, etc.), mais aussi les changements pour l'entrepreneur qui applique de nouvelles compétences professionnelles et sociales.
- 2) Dans le cadre de l'apprentissage en alternance, il est important que les jeunes qui veulent créer leur propre entreprise aient les bonnes compétences en matière

d'entrepreneuriat et de gestion, de coopération, de financement, de droit du travail, d'attitude au travail, etc.

- 3) Soutenir les programmes de formation en alternance qui donnent accès à l'emploi à plein temps dans les "nouvelles" professions, en:
 - soutenant la gestion des entreprises, la législation et l'accès au financement;
 - encourageant les structures de coopération et de concertation entre les secteurs publics et privés et une meilleure coordination entre les secteurs afin de promouvoir l'accès à un travail décent et inclusif;
 - renforçant les capacités à mettre en place un système d'apprentissage inclusif dans le cadre d'un travail décent pour les jeunes : coopération entre les entreprises et les centres de formation, formation des formateurs, formation des mentors d'entreprise, adaptation des programmes de formation à l'apprentissage dual (équipement, inclusion, numérisation et environnement);
 - en augmentant le nombre de filles dans l'enseignement technique et professionnel en mettant l'accent sur les professions vertes et non sexistes.

Climat



En 2021, l'UNICEF a publié un rapport montrant que la crise climatique est une crise des droits de l'enfant. 1 milliard d'enfants, sur les 2,2 milliards que compte la Terre, vivent dans l'un des 33 pays classés « à très haut risque d'être exposés à de multiples chocs climatiques et environnementaux ». Selon certaines estimations, si les tendances actuelles se poursuivent, le changement climatique contribuera à empêcher au moins 12,5 millions de filles de terminer leur scolarité chaque année d'ici 2025. Cependant, l'éducation des filles est un outil crucial dans la lutte contre la crise climatique, le 6ème plus efficace selon le projet [Drawdown](#).

Aanbevelingen:

- 1) Promouvoir la coopération entre les acteurs dans les domaines de la coopération internationale, du climat et de l'éducation pour éviter la fragmentation en développant une vision et une approche à long terme ;
- 2) Soutenir le développement de programmes scolaires respectueux de l'environnement et la construction d'écoles vertes en impliquant les communautés dans le processus de "conception avec les utilisateurs finaux", réduisant ainsi le stress énergétique et climatique dans la région et augmentant le taux de réussite du projet ;
- 3) Souligner le rôle que l'enseignement supérieur peut jouer dans la recherche et la mise en place de projets sur les solutions climatiques ;

- 4) Soutenir les jeunes et les étudiants des pays partenaires dans leur rôle de "agents du changement".

Annexe 1

Liste des organisations participatives #Five4Education

- ACTEC - Association for Cultural, Technical and Educational Cooperation
- APEFE - IFADEM
- Enabel Belgian Development Agency
- Humanity and Inclusion, Handicap International Belgique
- Klimos
- Louvain Coopération
- Plan International Belgium
- Plan International
- VVOB Education in Development
- UNICEF Belgique

Annexe 2

[Placer l'éducation qualitative et inclusive au cœur de la coopération belge au développement: 10 recommandations](#)